

● (1702)

Comme nombre de stratégies adoptées par le gouvernement, son objectif était à court terme. A preuve, c'est que le gouvernement a déjà été obligé de renoncer à certaines de ses propositions les plus ridicules, notamment la suppression des stations forestières, des navires météorologiques de la côte ouest et même des bulletins météorologiques, ce qui pouvait devenir une question de vie ou de mort dans la province de mon collègue de Saint-Jean.

La véritable preuve que ces prétendues restrictions du gouvernement n'étaient que de la supercherie a été donnée à la Chambre dans les huit jours qui ont immédiatement précédé la présentation du budget par le ministre. Il est manifeste que le gouvernement, lorsqu'il en a l'occasion, est prêt à dépenser sans compter pour étendre son contrôle sur des secteurs d'activité de notre société qu'il devrait régir. Le gouvernement a dépensé sans compter dans l'affaire de la Nordair et pour essayer de faire l'acquisition de la Pacific Petroleum Ltd.

Ce qui est le plus éloquent, ce qui montre le mieux à quel point le gouvernement cherche à nous bernier en prétendant s'imposer des restrictions, ce sont toutes les coupures qu'il n'a pas effectuées. Premièrement, on n'a diminué que très peu, en tous cas, moins qu'on l'aurait dû—le nombre de contrats accordés à des firmes du secteur privé. Ces contrats extérieurs sont très dangereux pour notre système de gouvernement parce qu'ils permettent à tout gouvernement qui le désire de contourner les mesures de protection contre le favoritisme et contre l'incompétence, mesures qui sont appliquées par la Commission de la Fonction publique pour nous assurer que le gouvernement prend ses décisions en fonction de faits et non en fonction de pressions ou d'interventions indues et accorde ses contrats en fonction des compétences démontrées et non pour obliger des amis.

Monsieur l'Orateur, depuis que le gouvernement est au pouvoir, nous assistons à une multiplication des contrats accordés à des firmes privées. En fait, depuis que les libéraux sont au pouvoir, le coût de ces contrats a augmenté de six fois et demie, passant de 214.9 millions de dollars en 1968 à 1.424 milliard l'an dernier. C'est une augmentation de 650 p. 100.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark: Monsieur l'Orateur, j'entends certains ministres protester. Il ne fait aucun doute que dans certains cas, il est parfaitement justifié d'accorder des contrats au secteur privé mais il est facile de dire quand on a fait mouche, monsieur l'Orateur, car dans ces cas-là, on entend les ministres se plaindre. Il saute également aux yeux qu'on a abusé sans vergogne non seulement du pouvoir de dépenser, mais des mesures qui servent à nous protéger du favoritisme. Le risque existait, et si le gouvernement actuel s'était tellement soucieux de comprimer les dépenses, il se serait appliqué à réduire le nombre de contrats accordés à l'extérieur.

S'il est un domaine où la volonté ferme du gouvernement de comprimer radicalement les dépenses ne s'est pas manifesté, c'est celui que le premier ministre (M. Trudeau) a introduit dans le régime politique canadien,—et que je tiens quant à moi pour un cancer—c'est-à-dire le renforcement du bureau du

Budget—M. Clark

Conseil privé et de celui du premier ministre au détriment du cabinet, du Parlement et de notre régime démocratique. Au cours des six premiers mois de 1979, l'année des compressions, les dépenses du bureau du Conseil privé ont augmenté de 86 p. 100. Le bureau du Conseil privé a engagé 80 nouveaux employés l'année dernière. Celui du premier ministre en a engagé 54. Peut-être tous ces employés sont-ils nécessaires; peut-être veilleront-ils à l'application du programme de compression. Je ne saurais en être certain, mais ce qui est sûr, c'est que l'organisme du gouvernement qui a fait le moins de cas des compressions est l'entourage du premier ministre, ne serait-ce qu'en orientant la politique du gouvernement, ce qui était naguère le rôle du cabinet à l'époque où il comptait des hommes forts, soucieux de représenter les différentes régions.

Je le répète, monsieur l'Orateur, ce qui prouve le plus irréfutablement que le gouvernement n'avait nullement l'intention de comprimer ses dépenses, ce sont ses deux plus récentes acquisitions. Si je dis ses deux plus récentes, c'est parce que nous ignorons quelles seront les prochaines. Le gouvernement a versé 28 millions de dollars pour acheter une société aérienne appartenant à des détenteurs de capitaux privés. Il a déclaré qu'il allait s'en défaire dans un an, mais il a déjà dit la même chose à propos d'autres sociétés de la Couronne. Ils ont dit cela il y a quatre ou cinq ans . . .

M. Chrétien: Que dites-vous de la Pacific Western?

M. Clark: Je vois que le ministre des Finances donne à entendre que le gouvernement du Canada suit maintenant l'exemple du gouvernement de l'Alberta. Je lui signalerai tout simplement, si c'est vraiment ce que le gouvernement compte faire, qu'il existe des domaines beaucoup plus intéressants que celui des transports aériens. Je lui dirai en outre, monsieur l'Orateur, . . .

[Français]

. . . et peut-être qu'il est essentiel pour moi de signaler le fait qu'une des différences entre la situation se rapportant à la ligne aérienne que le gouvernement de l'Alberta possède et celle que le gouvernement du Canada a achetée réside dans le fait qu'il y avait d'autres personnes capables d'acheter la Nordair . . .

[Traduction]

La situation était tout autre dans le cas de la Pacific Western Airlines. Néanmoins, le gouvernement qui prêche la modération a dépensé 28 millions de dollars pour acheter une ligne aérienne dont il n'avait pas besoin alors qu'il y avait un acheteur privé. Il ne s'agissait pas tout à fait d'un solde à la suite d'un incendie dans le cas de Nordair car Great Lakes Airlines Limited ou d'autres l'aurait achetée. Le gouvernement du Canada, cependant, poussé par la soif du contrôle si évidente dans le discours de l'autre jour du ministre des Transports, de la Justice (M. Lang) et de la Commission du blé—et de toute autre chose sur laquelle il peut mettre le grappin—poussé, dis-je, par cet instinct du contrôle, le gouvernement a acheté une ligne aérienne dont il n'avait aucun besoin, faisant fi de la modération qu'il préconise dans sa politique.